

Forum des Halles: La polémique rebondit

La controverse ne cesse de croître autour de la vente du Forum des Halles à Unibail-Rodamco et Axa. La semaine dernière, dans le *JDD*, la première adjointe au maire de Paris qualifiait cette transaction de "bonne affaire" pour la Ville. "Le prix de cette vente [238 millions d'euros] dépasse de 7% l'estimation globale faite par France Domaine (222 millions d'euros)", argumentait Anne Hidalgo (PS). "Quel est l'intérêt pour les Parisiens d'être propriétaires d'un centre commercial?", ajoutait-elle. Cette interview a provoqué une levée de bouclier chez les détracteurs du colossal projet de rénovation des Halles.

[Lire l'interview d'Anne Hidalgo sur le sujet](#)

Les élus du 1er arrondissement ont voté lundi un avis défavorable au projet de délibération qui doit être présenté au conseil de Paris le 16 novembre. Le maire UMP Jean-François Legaret juge que cette transaction "douteuse", dit-il, "ne peut qu'accréditer les suspicions de générosité induite à l'égard des intérêts commerciaux présents". Unibail est le numéro un de l'immobilier commercial en Europe. Et le Forum des Halles, l'un des plus grands centres commerciaux du monde, drainant quelque 43 millions de visiteurs par an.

De même, l'association Accomplir - qui bataille sans relâche sur tous les aspects du dossier des Halles - accuse Anne Hidalgo de "tromper les Parisiens sur le montant de la contribution d'Unibail au projet". Il lui est reproché d'omettre "toutes les contreparties payées par la Ville", qui réduiraient à peau de chagrin le prix de vente de 238 millions d'euros - soit un petit tiers de l'investissement total de 802 millions d'euros du projet des Halles (centre commercial, Canopée, jardin, gare...). L'association s'est procuré un document confidentiel de décembre dernier, qu'elle vient d'adresser à l'ensemble des conseillers de Paris.

"C'est la double peine les contribuables parisiens"

"On y apprend que les voies publiques cédées par la mairie à Unibail pour 5,8 millions d'euros feront l'objet de servitudes et donc de charges pour la Ville qui pourraient se chiffrer entre 1,5 millions d'euros et 2,5 millions d'euros par an pour une durée illimitée", s'insurge Elisabeth Bourguinat. "C'est incroyable, s'emporte la porte-parole d'Accomplir. Non seulement Unibail et Axa bénéficieront de l'arrivée massive de clients venus du RER, grâce à des travaux financés par la mairie, mais en plus la Ville leur versera une compensation financière. C'est la double peine les contribuables parisiens."

Elle prétend même, citant son avocat, que cette «privatisation» de l'espace public serait illégale. Car il faudrait "déclasser" des passages extrêmement fréquentés: les "circulations horizontales et verticales" cédées par la ville, c'est-à-dire les escalators et les allées piétonnes souterraines autour de la place basse, au fond du cratère. Un recours devant le tribunal administratif contre la délibération du 16 novembre est déjà en préparation, dénonçant ce "déclassement".

A l'instar du *Canard Enchaîné* - qui assurait mercredi que la mairie "fait la part trop belle aux deux groupes privés" -, l'association de riverains affirme que les chiffres de la mairie sont "faux". Notamment concernant l'avis de France Domaine. Un document de la direction régionale des finances publiques du 8 octobre émet quelques "réserves" sur certains prix négociés entre la Ville et Unibail-Axa; même si d'autres points sont jugés "favorables à la ville". Pour autant, la mairie n'en démord pas: "Au total, le prix versé par Unibail-Axa à la ville est nettement supérieur à l'évaluation de France Domaine [...]. Le bilan financier est bien positif, quel que soit la manière dont on compte."

Autre grief formulé par Accomplir: la vente du Forum implique pour la Ville la perte des redevances qu'elle percevait, "soit 1,8 millions d'euros par an, ce qui représente 81 millions d'euros sur les 45 ans encore à courir". Car le bail des du consortium privé sur le Forum court jusqu'en 2055. Voilà le fond du problème: Unibail et Axa ne sont pas pressés, donc en position de force, alors que Bertrand Delanoë tient à inaugurer son grand œuvre avant la fin de son mandat en 2014. Jean-François Legaret, lui, en est certain: d'une part, le coût global du projet de Halles dépassera au final le milliard d'euros; d'autre part, "la date de 2014 est totalement hors d'atteinte". La preuve: "Les palissades ont été louées pour... sept ans. C'est donc un chantier de sept ans qui démarre!" La polémique n'a pas fini de creuser son trou.

Bertrand Gréco - Le Journal du Dimanche

Vendredi 05 Novembre 2010

Réactions à l'article

Aucune Réaction , Soyez le premier à réagir

Donnez votre avis